

Editorial Science & Motricité n°63 - 2008

10000 étudiants en STAPS pour 400 postes à la sortie. On fait difficilement mieux en termes de démagogie populiste. Le message est venu du plus haut niveau de l'Etat, relayé d'abondance par les médias. On a vu récemment un président d'université le reprendre sur une chaîne nationale, et les conseillers d'orientation en ont fait un leitmotiv en direction des lycéens. Le résultat (espéré) ne s'est pas fait attendre : une baisse dramatique des inscriptions dans les UFR STAPS, mettant singulièrement à mal les petites structures.

Il ne sert sans doute à rien d'envisager un démenti. De parler des enquêtes nationales qui démontrent que les STAPS professionnalisent à un niveau tout à fait convenable, par rapport aux autres disciplines universitaires. Que les besoins de notre société, en termes de loisirs physiques et sportifs, d'éducation physique et sportive, d'éducation à la santé, de lutte contre l'obésité, d'accompagnement des personnes handicapées ou vieillissantes, d'entrepreneuriat sportif, légitiment l'existence d'une filière universitaire de formation. Que des milliers de jeunes, en effet, souhaitent construire leur vie dans ce domaine si attractif des activités physiques et sportives. Qu'une formation universitaire est un meilleur gage, pour une adaptabilité tout au long de sa carrière, qu'une formation technique courte et trop ciblée.

On pourrait ajouter aussi que dans le contexte actuel, où l'on se pose pour la première fois le problème de l'échec à l'université, les UFR STAPS, sans doute parce que nombre de leurs enseignants sont issus de l'enseignement secondaire et ont dû faire face voici quelques années à la problématique de l'échec scolaire, sont souvent en première ligne dans les plans de réussite en Licence.

Mais face à un slogan aussi caricatural, toute argumentation sent le creux au-delà du cercle des initiés. On pourrait avoir la même réflexion vis-à-vis des nouveaux programmes de l'école élémentaire. Derrière l'antienne populiste du retour aux valeurs traditionnelles, et du rejet des pédagogismes de tout poil, il y a surtout un déni des réalités de l'enseignement d'aujourd'hui. On pourrait rêver d'une politique qui anticipe les problèmes de demain, qui avance en cherchant à éclairer ses choix des réflexions les plus avancées. Nos politiques au contraire jouent l'avenir de la Nation sur une logique de communication à court terme, pour flatter des franges de l'électorat qui en définitive leur font défaut.

Et pendant ce temps, nous ramons dans nos universités pour récupérer les dégâts....